



CTSD du 23 septembre 2014 : Déclaration liminaire

Nous souhaitons tout d'abord remercier Mme l'Inspectrice pour la convocation de ce CTSD qui permet, au plus près de la rentrée, d'en tirer un premier bilan.

Aux yeux de la FSU, ce bilan de rentrée est bien terne. Après la colère, la résistance, l'attente puis les espoirs déçus, est venu le temps de la résignation. A peine rentrés, les collègues sont déjà rattrapés par des difficultés qu'ils connaissent bien : avec en particulier des effectifs de classe encore lourds auxquels ils vont devoir faire face tout en prenant en compte les multiples injonctions de l'institution sans oublier de se prononcer sur un nouveau socle et de nouveaux programmes de collège.

La mise en place de la réforme de la formation reste difficile et, même si la situation de nos jeunes collègues redevient acceptable, les créations de postes ne permettent pas d'améliorer le quotidien de tous, élèves et enseignants.

La charge de professeur principal devient si lourde pour beaucoup que la compensation financière associée ne suffit plus à ce qu'ils s'engagent. C'est plus par devoir envers leurs élèves et leurs familles qu'ils l'acceptent. A cette rentrée, de nombreuses classes n'avaient pas de PP. Ceux-ci sont alors parfois désignés parmi les nouveaux arrivants : TZR, contractuels, enseignants en complément de service effectuant peu d'heures dans l'établissement, qui ne peuvent évidemment pas être parfaitement au courant du fonctionnement de leur nouvel établissement !

Les situations individuelles restent complexes voire kafkaïennes sans que nos signalements auprès de l'administration ne trouvent de réponse satisfaisante : postes en langues vivantes sur 3 établissements, stagiaire affecté sur un établissement avec un complément dans une zone de remplacement qui ne correspond même pas, TZR à 1h30 de leur établissement de rattachement...

Ce CTSD est consacré en partie à la répartition des postes d'AED dans les collèges et, dans ce domaine, nous avons du mal à comprendre les intentions du gouvernement, ou peut-être avons-nous le désagréable sentiment d'avoir été bernés.

La vie scolaire est une priorité, il faut plus d'adultes dans les établissements pour accompagner les élèves, d'autant plus que les difficultés sociales s'aggravent, que le tissu familial est morcelé. C'est la responsabilité de l'état, dirigé par un gouvernement qui se dit de gauche, d'assurer l'égalité des chances.

Alors que de grandes campagnes dans les médias alertent, à juste titre, sur les cas d'élèves harcelés, que les nouveaux moyens de communication (téléphone portable, Facebook ...) complexifient les relations entre les adolescents par une nouvelle temporalité, comment comprendre les choix du gouvernement ?

Après avoir donné des moyens d'urgence plus que nécessaires en 2012, notre gouvernement les a repris en 2013 pour poursuivre le déshabillage en 2014. Cette situation ne peut que générer colère et incompréhension chez tous nos collègues et accentuer la pression sur les vies scolaires. Elle est synonyme de violence faite aux élèves et ne peut que mener à une dégradation du climat scolaire et donc une dégradation des conditions de travail de tous dans un climat de tension accrue dans les établissements.

L'année dernière a vu plusieurs établissements ardéchois subir des crises majeures entre direction et personnels. Si chaque situation est particulière, chaque situation est aussi inacceptable. Nous ne souhaitons pas une fuite en avant. Nous pensons qu'il est insupportable de laisser les problèmes s'amonceler à un tel point avant de les régler car, certes une solution est finalement trouvée, mais non sans que tout l'établissement et ses personnels, direction comprise, aient été profondément déstabilisés.

La FSU considère que ses élus ne devraient pas avoir à entendre les récits d'équipes brisées, ni avoir à combattre des méthodes iniques de management, ni devoir rappeler des droits statutaires des personnels.

La FSU se refuse à stigmatiser une catégorie de personnel et est convaincue du dévouement au service public de l'ensemble des agents de l'Éducation Nationale, c'est pourquoi, il nous semble que l'institution doit ouvrir une réflexion générale sur son organisation car celle-ci semble mener trop souvent à ces situations de crise qui pourraient paraître ridicules si elles n'impliquaient autant de souffrance pour l'ensemble de la communauté éducative.